

FAITS SAILLANTS

- Grâce au plaidoyer des humanitaires, les élèves déplacés du Sud-Kivu valident leur année scolaire
- Des affrontements armés déplacent plus de 7 000 personnes et entravent le déroulement de l'assistance
- Plus de 18 000 personnes vaccinées contre la rougeole



19 mai 2014, Territoire de Shabunda, Sud-Kivu: Elèves retournés à Kolula.
Credit: OCHA/Naomi Frerotte

Au sommaire

- Plaidoyer pour l'éducation P.1
- Insécurité à Hombo Sud P.2
- Réponse à la rougeole P.3

Quoique déplacés, des milliers d'élèves voient leur année scolaire validée

Les déplacements causés par l'insécurité dans différentes régions du Sud-Kivu sont particulièrement dommageables à l'éducation des enfants. L'insécurité dans la province a empêché plus de 166 000 enfants d'aller à l'école de janvier à juin 2014, période clôturant l'année scolaire écoulée, d'après les acteurs humanitaires du secteur éducation.

Souvent, les écoles ferment suite aux affrontements ou exactions commises par les groupes armés et les enfants n'ont pas toujours accès aux écoles ou à des cours de rattrapage dans les localités de déplacement faute de ressources financières ou de capacités d'accueil. C'est le cas, par exemple, des enfants ayant [fui le massacre de Mutarule du 6 juin](#), dans la Plaine de la Ruzizi (Territoire d'Uvira), où plus de 35 personnes appartenant à l'une des communautés ont été tuées durant une attaque armée provoquant le déplacement de plus de 8 000 personnes. Les élèves n'ont pas pu se rendre à l'école dans les localités de déplacement et aucune école d'urgence n'a été mise en place, l'année se terminant quelques jours après.

Le Territoire de Shabunda a connu également de nombreux déplacements liés au contexte d'insécurité causé par l'activisme des groupes armés Raïya Mutomboki (RM). Sur l'axe Kolula-Mulungu, à l'est du Territoire de Shabunda, 6 écoles primaires ont été pillées et le personnel éducatif a fui dans les *mangene*, refuges dans la forêt, avec le reste de la population suite aux [opérations de l'armée congolaise \(FARDC\) contre les RM au mois d'avril](#). Dans le cadre de ces opérations, les FARDC ont également occupé deux écoles à Mulungu pendant plusieurs jours et le bois de l'école a été utilisé comme bois de chauffe. Malgré l'amélioration des conditions de sécurité suite au retour des FARDC à Mulungu, la vulnérabilité accrue des familles demeure une difficulté majeure, rendant donc difficile le paiement des frais de scolarité.

Début avril, la communauté humanitaire s'inquiétait également pour les élèves de Misisi en Territoire de Fizi qui s'étaient déplacés vers le Maniema fuyant [les affrontements entre les FARDC et les Mayi-Mayi Yakutumba du 8 avril](#). Plus de 37 000 personnes s'étaient déplacées vers le Maniema mais aussi vers Lulimba, en Territoire de Fizi et vers le Katanga. Au Maniema, plus de 12 500 personnes déplacées avaient trouvé refuge dans des sites spontanés sans écoles et certaines communautés ne sont toujours pas rentrées par craintes de représailles.

Face à cette situation, les acteurs humanitaires du secteur éducation ont mené un plaidoyer auprès du Ministre et de la Division de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) en faveur des élèves vulnérables et déplacés afin de leur permettre de terminer et réussir leur année scolaire. Pour assurer la participation de 4 835 élèves

CHIFFRES CLES

Superficie:	64 719 km ²
Population:	6 240 239 habitants (dénombrement sanitaire 2014)
Pop. déplacée :	554 981 au 30 juin 2014
Pop. retournée:	472 734 au 30 juin 2014 sur les 18 derniers mois

vulnérables, particulièrement les déplacés et retournés, au Test national de fin d'études primaires (TENAFEP) du 5 juin, le Gouvernement provincial, avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a pris en charge leur frais de participation dans certains zones des territoires de Shabunda et de Fizi. Les ONG humanitaires ont également soutenu les élèves affectés par les conflits en proposant des cours de rattrapage dans certaines zones, notamment dans le secteur de Lulenge, en Territoire de Fizi, pour 1 371 élèves déplacés de Misisi. Au total, la Province du Sud-Kivu a enregistré 91 191 élèves finalistes sur 96 021 élèves inscrits en 6ème année d'école primaire, dont 8 216 élèves pour lesquels les acteurs humanitaires ont couvert les frais de participation.

Pour les élèves déplacés de Mutarule, un plaidoyer similaire a permis de proposer une solution alternative au TENAFEP pour les élèves qui n'ont pas pu passer leur examen. L'année scolaire s'étant terminée en catastrophe pour eux, le Gouvernement provincial a accepté de recourir au calcul des moyennes des travaux réalisés par chaque élève tout au long de l'année afin de valider leur scolarité.



18 mai 2014, Territoire de Shabunda, Sud-Kivu: Elèves retournés à Mulungu. Credit: OCHA/Naomi Frerotte

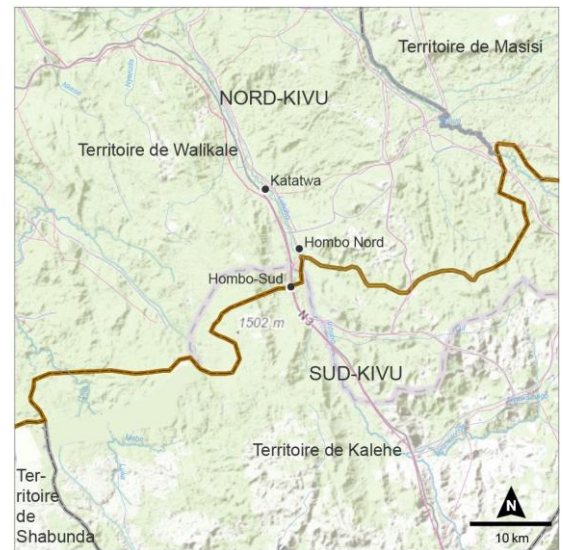
Plus de 7 000 déplacés à Hombo Sud

Au mois de juin, plus de 7 000 personnes étaient arrivées à Hombo Sud, en Territoire de Kalehe, en provenance du Territoire de Walikale au Nord-Kivu. Ces personnes ont fui, du 20 au 30 juin, en raison de l'insécurité liée aux affrontements entre deux factions Raïya Mutomboki (RM) dans leurs villages, situés sur l'axe Katatwa-Musenge. Certaines familles ne sont toujours pas rentrées par crainte d'autres attaques ou de représailles par les acteurs armés dans la zone [selon une mission d'évaluation multisectorielle conduite par la Fondation AVSI du 8 au 16 juillet](#). Plus de 7 000 autres personnes avaient également fui vers la forêt et vers différentes localités du groupement de Waloaloanda au Nord-Kivu. Au total, 14 160 personnes ont fui le sud du Territoire de Walikale. Dans la foulée des affrontements, elles ont été victimes d'exactions par les RM. A Hombo Sud, les déplacés vivent dans des familles d'accueil. Selon AVSI, leur situation est précaire notamment en raison du manque d'accès à l'eau potable; les déplacés et les résidents s'approvisionnant essentiellement dans la rivière Hombo.

L'ONG International Medical Corps, déjà positionnée dans la zone, appuie le centre de santé de Hombo Nord, permettant ainsi aux déplacés hébergés à Hombo Nord de

bénéficier d'un accès gratuit aux soins de santé. Par contre, les déplacés de Hombo Sud n'ont pas accès aux soins gratuitement car la structure sanitaire de l'aire de santé n'est pas appuyée par un partenaire humanitaire.

Différentes missions d'évaluations ont été organisées au mois de juillet et elles se sont étendues à Hombo Nord car cette contrée est difficilement accessible aux acteurs humanitaires du Nord-Kivu. Cependant, certaines interventions ont par la suite dû être repoussées en raison d'un regain d'insécurité dans le Territoire de Kalehe. Actuellement la situation est toujours volatile et l'expiration de l'ultimatum lancé par l'armée pour la démobilisation volontaire des différents groupes armés laisse planer la crainte d'éventuelles offensives FARDC.



L'ONG Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED) est présente dans la zone et elle a distribué des outils aratoires et semences maraichères à près de 2 900 familles retournées sur l'axe Hombo Nord-Musenge, au Nord-Kivu, à partir du 31 juillet. Les familles retournées ciblées par ACTED s'étaient déplacées en avril suite aux affrontements entre les FARDC et des miliciens RM et elles avaient commencé à retourner le même mois suite à l'accalmie. Face à la volatilité de la situation sécuritaire dans la zone, ces familles s'étaient à nouveau déplacées en juin. [Kalehe reste à ce jour le territoire avec le plus grand nombre résiduel de déplacés depuis 2009](#) (38% des 554 981 déplacés de la province), en raison de l'activisme des groupes armés et des opérations militaires subséquentes.

Kalehe reste à ce jour le territoire avec le plus grand nombre résiduel de déplacés depuis 2009

La situation est également préoccupante pour les élèves déplacés qui n'ont pas pu intégrer d'écoles dans les zones de déplacement et qui ont fui pendant la période des examens de fin d'année scolaire. Des pourparlers ont cependant été organisés entre les autorités locales et la Division provinciale de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) pour permettre à ces élèves de passer leurs examens.

Plus de 18 000 personnes vaccinées contre la rougeole

Pour répondre à l'épidémie de rougeole déclarée par les autorités sanitaires dans les zones de santé (ZS) de Kimbi-Lulenge au Sud-Kivu et de Bendera dans la Province du Katanga frontalier au Sud-Kivu, l'ONG International Rescue Committee (IRC) a mis en place une campagne de vaccination contre la rougeole du 15 au 23 juillet en faveur de plus de 18 700 personnes dans les aires de santé de Maila (Katanga), Ngalula, Makungu et Lumbwe (sur l'axe Kimbi-Lulenge). Cette campagne de vaccination fait suite à une évaluation sectorielle en santé réalisée par IRC dans le cadre du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) à Misisi (Territoire de Fizi), Bendera (Province du Katanga) et Kabeya (Province du Maniema), dans les zones de retour et de déplacement qui avaient enregistré de fortes insuffisances en termes de vaccinations (41% des enfants non vaccinés à Bendera). Ces déplacés avaient fui la localité de Misisi et ses environs le 9 avril suite aux affrontements entre les FARDC et les Mayi-Mayi Yakutumba. A cause de l'insécurité dans les zones de conflits armés au Sud-Kivu, [1 200 enfants de moins d'un an ratent chaque mois la vaccination contre les maladies évitables par la vaccination](#). La rougeole reste l'une des maladies les

plus contagieuses, touchant principalement les enfants, et pouvant entraîner de sévères complications médicales. Celle-ci peut-être évitée grâce à la vaccination de tous les enfants à partir de 9 mois. Suite à cette campagne, IRC a également mis en place des cliniques mobiles à Bendera, pour couvrir la période du 20 juillet au 20 octobre, afin d'apporter des soins de santé à 2 500 ménages.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Florent Méhaule, Chef de Sous-Bureau, OCHA Sud-Kivu, mehaule@un.org, +243 97 000 37 66

Naomi Frerotte, Chargée d'Information Publique, OCHA Sud-Kivu, frerotte@un.org, +243 81 706 13 42

Maxime Nama, Assistant à l'information publique, OCHA Sud-Kivu, nama@un.org, +243 81 706 12 33

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, +243 97 000 37 50